



Amiens le 23 mars 2009

Monsieur le Préfet
de la Région Picardie
PREFET DE LA SOMME
PREFECTURE
51 Rue de la République
80000 AMIENS

OBJET : Violence en guise de dialogue

Monsieur le Préfet,

Ce lundi 23 mars 2009, la venue à AMIENS du Ministre DARCOS pour l'inauguration d'une plate forme téléphonique dans les locaux de l'ONISEP avait occasionnée un rassemblement d'une soixantaine de personnes devant l'entrée.

Ce rassemblement composé de lycéens, d'étudiants, de parents d'élèves et d'enseignants, était tout à fait calme et courtois avec les forces de police présentes sur place.

A la demande de la Commissaire de Police, les manifestants ont accepté de rester sur le trottoir face au 83 rue Saint-Fuscien

Dans l'incompréhension générale, un escadron de CRS s'est positionné sur la chaussée.

Cette attitude provocatrice des forces de l'ordre n'a eu pour effet que d'attiser la colère des manifestants qui se sont alors déployés sur la chaussée, toujours dans le calme et sans invective.

Sans aucune sommation, les CRS ont alors chargé très violemment les manifestants pacifiques dont nous faisons partie pour les faire reculer.

Au nom de nos organisations, le SE-UNSA, l'UNSA-EDUCATION et la FCPE, nous nous indignons devant de tels procédés provocateurs dont l'objectif ne peut être d'assurer une quelconque sécurité mais plutôt d'engendrer des heurts et donc de la violence en réaction.

Les signataires de ce courrier, présents sur place, ont assisté impuissants et incrédules à cette démonstration de violence urbaine gratuite provoquée par les forces de l'ordre dont on peut supposer qu'elles en avaient reçu l'ordre de votre part.

Le SE-UNSA, l'UNSA EDUCATION et la FCPE ont toujours été respectueux de l'ordre public et ne peuvent admettre la violence dont leurs représentants ont été victimes.

Vous comprendrez, Monsieur le Préfet, que dans de telles conditions nous ayons refusé de participer à la délégation qui devait être reçue par le représentant du Ministre.

De tels agissements ne peuvent en aucun cas apaiser le mouvement social grandissant et sont la preuve du mépris gouvernemental de ses interlocuteurs dans le cadre du dialogue social.

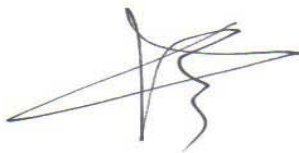
Le SE-UNSA, l'UNSA-EDUCATION et la FCPE vous demandent de leur communiquer les raisons de cette violence policière inacceptable et de leur assurer à l'avenir une plus grande maîtrise des forces de l'ordre sous votre responsabilité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, nos salutations distinguées.

Philippe DECAGNY
Secrétaire départemental
SE-UNSA 80



Patrick BERMOND
Secrétaire départemental
UNSA EDUCATION 80



Ghislaine LEFEBVRE
Présidente
FCPE 80

